

Les salariés de interpellent le FSI à propos de "l'avion lorrain"

by Usine Nouvelle - vendredi, juillet 13, 2012

<http://correspondances.fr/les-salaries-de-geci-interpellent-le-fsi-a-propos-de-lavion-lorrain/>

Les turbulences autour du financement du Skylander mettent le site de Sky Aircraft de Chambley (Meurthe-et-Moselle) en péril à brève échéance.

Les incertitudes quant au bouclage du projet d'avion tout terrain Skylander mettent en péril les 210 salariés de Sky Aircraft venus au cours des trois dernières années travailler à Chambley (Meurthe-et-Moselle). Le risque de dépôt de bilan, qui pourrait intervenir au courant de la semaine prochaine, incite les salariés à sortir de leur réserve.

Il manque à l'entreprise entre 10 et 15 millions d'euros pour assurer les salaires, qui représentent 2,5 millions d'euros, et poursuivre normalement le programme de développement au cours des prochains mois.

Porté par le groupe Geci international, le projet de bimoteur lorrain reste suspendu à l'arbitrage de Jean-Marc Ayrault, qui doit statuer sur le soutien promis par le précédent gouvernement, puis remis en cause par les services de Bercy.

Directeur général du Fonds stratégique d'investissement, Jean-Yves Gilet émettait dans les colonnes de l'Usine nouvelle du 12 juillet un avis réservé sur un projet jugé aléatoire :

Le conseil régional de Lorraine conteste formellement cette interprétation.

Le plan de financement initial de Serge Bitboul, PDG de Geci Aviation, prévoyait de 215 millions d'euros dont 60 millions d'euros de l'Etat, répartis à parts égales entre le Fonds stratégique d'investissement (FSI) et le Grand Emprunt. Annoncé par un tweet de Nadine Morano, alors ministre du gouvernement Fillon, le soutien du FSI devait permettre de boucler le financement du projet d'avion lorrain.

Le tour de table actuel se monte aujourd'hui à 100 millions d'euros, dont 30 millions apportés par le groupe Geci, 27 millions d'euros apportés par de petits porteurs et 20,4 millions d'euros d'avances remboursables accordées par le conseil régional de Lorraine. Des investisseurs israéliens et américains ont témoigné de leur intérêt, mais le projet lorrain, qui prévoit 600 créations de postes directs et indirects, pourrait échapper tout entier à la région. Une aide à moyen terme de 60 millions d'euros contribuerait à ancrer le projet en Lorraine.